

RENDU EXECUTOIRE LE

- 6 JUIN 2024

DEPARTEMENT DE LA VIENNE



**ARRÊTÉ N° 2024-A-DGAS-DEF-ESE-010  
DU 24 MAI 2024**

**Portant transfert d'autorisation du Service d'Aide  
et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) géré par  
la Fédération ADMR de la Vienne à l'Association  
départementale Famille Loisirs Soins Handicap  
(FLSH) ADMR 86.**

**LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,**

**VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;**

**VU le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment ses articles L.312-1, L.313-1,  
L.313-1-1, D312-6 et suivants ;**

**VU l'arrêté du Président du Conseil général n° 2007-DISS/SSP-010 du 25 octobre 2007  
relatif à l'autorisation du service d'aide à domicile géré par la Fédération d'Aide à Domicile en  
Milieu Rural (ADMR) de la Vienne ;**

**VU la demande de Monsieur le Directeur de l'ADMR de transférer l'autorisation de  
fonctionnement du service d'aide et d'accompagnement à domicile au titre des 1° et 16° du I  
de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles de la Fédération ADMR vers  
l'association départementale FLSH ADMR 86**

**Vu les statuts de l'association départementale FLSH ADMR 86 et la déclaration en  
préfecture ;**

**CONSIDÉRANT que l'autorisation délivrée en 2007 a été renouvelée tacitement le 25  
octobre 2022 jusqu'au 25 octobre 2037 ;**

**SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;**

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

L'Association Départementale FLSH ADMR 86 est autorisée à gérer le service d'aide et d'accompagnement des familles dans le respect des articles D 312-6 et suivants du code de l'action sociale et des familles :.

- Actions de prévention et des missions au titre de l'aide sociale à l'enfance
- Exercice de droits de visites en présence d'un tiers
- Missions pour le soutien ou l'accompagnement des familles qui rencontrent une difficulté temporaire de nature à mettre en péril leur autonomie, leur équilibre et leur maintien dans l'environnement social. Cet accompagnement vise, prioritairement, à soutenir la fonction parentale ainsi qu'à faciliter les relations entre parents et enfants mineurs et, subsidiairement, à créer les conditions favorables à l'autonomie et à l'inclusion.

### **Article 2 :**

Le service respectera les conditions techniques minimales d'organisation et de fonctionnement fixées par le cahier des charges figurant à l'annexe 3-0-1 du code de l'action sociale et des familles.

La déclinaison des interventions et les modalités de mise en œuvre font l'objet d'un guide technique réalisé par le Département et les associations gestionnaires de ces services.

### **Article 3 :**

Le service fait l'objet d'une tarification horaire annuelle fixée par arrêté dans le respect de la législation. Pour les actions relevant du Département, les interventions seront payées sur facture, mensuellement, à terme échu, dans le respect de la grille de facturation fixée par le Département.

### **Article 4 :**

Conformément à l'article L 313-1 du code de l'action sociale, tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation et le fonctionnement de ce service par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance du Président du Conseil Départemental.

### **Article 5 :**

En application de la législation, le transfert de gestion ne modifie pas le terme de l'autorisation qui reste fixé au 25 octobre 2037. Le renouvellement à cette date restera subordonné à la réalisation et à la transmission de l'évaluation qui doit être réalisée tous les 5 ans, la dernière devant être transmise au plus tard le 25 octobre 2035.

### **Article 6 :**

La présente décision peut être contestée dans un délai de deux mois à compter de la réception de la présente, soit par recours gracieux adressé au Président du Conseil Départemental (hôtel du Département, place Aristide Briand, 86008 Poitiers), soit par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – 86000 Poitiers).

En l'absence de réponse à un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de la date dudit recours ou en cas de désaccord avec la réponse donnée, le tribunal administratif de Poitiers peut être saisi dans un nouveau délai de deux mois.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application Telerecours citoyen, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Dans ce cas, il n'y a pas à produire de copies de votre recours qui est enregistré immédiatement, sans délai d'acheminement.

**Article 7 :**

Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe des Solidarités sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet du Département [lavienne86.fr](http://lavienne86.fr) et notifié aux intéressés.

Fait à POITIERS, le 24 MAI 2024

Pour le Président du Conseil Départemental de la Vienne absent,  
par délégation,



Le Président Délégué  
Guillaume DE RUSSÉ

Envoyé en préfecture le 24/05/2024

Reçu en préfecture le 24/05/2024

Publié le

SLO

ID 086-228600011-20240524-2024\_A\_ESE\_010-AR